

Description de l'étude de la politique de lutte contre la pauvreté urbaine

Cette étude part de la constatation que la pauvreté est une réalité qui se concentre dans des contextes urbains (Loopmans et al., 2014). Il existe, entre les villes, de grandes différences tant au niveau de la nature de la pauvreté que de sa répartition (Grippa et al., 2015). D'importantes différences dans le contexte de la pauvreté se manifestent également entre les régions; ainsi, la pauvreté pécuniaire se traduit - à revenu égal - par des difficultés quotidiennes plus importantes en Wallonie qu'en Flandre (Guio & Marlier, 2014). Indépendamment des différences contextuelles de la pauvreté dans les villes, le résultat reste le même : lutter contre la pauvreté place les villes devant un défi de taille. Comme l'indiquent Vranken et al. 2013 : 142), la pauvreté est une problématique complexe qui s'étend à plusieurs domaines de l'existence (p. ex. le logement et la santé). Une politique de lutte contre la pauvreté ne peut se limiter à un de ces domaines, mais doit coopérer par-delà les divers secteurs politiques et requiert que les autorités nouent des partenariats avec d'autres acteurs. Ce processus décisionnel doit de plus s'organiser entre plusieurs niveaux de pouvoir.

La pauvreté se manifeste dans un contexte social donné (Pannecoucke & Foubert, 2016), et c'est dans ce contexte que la politique de lutte contre la pauvreté prend forme. Les recherches sur la politique communale relative à la lutte contre la pauvreté sont toutefois quasi-inexistantes, et lorsqu'elles sont disponibles, elles restent relativement générales (ex. De Decker et Meeus, 2012). Pour obtenir un aperçu approfondi de la (politique de lutte contre la) pauvreté, il est important de tenir également compte du contexte urbain. C'est pourquoi le SPP Intégration sociale (SPP IS) a commandité cette étude et a soutenu les chercheurs sur le fond durant son élaboration. L'étude a vu le jour grâce à une étroite collaboration entre les groupes de recherche CeRIS de l'Université de Mons, d'une part, et POS+ de l'Université de Gand, de l'autre.

Nous cherchons à y examiner les évolutions de la politique de lutte contre la pauvreté des grandes villes belges, autrement dit celles de plus de 60.000 habitants, entre 2005 et 2015. Pour répondre à cette question générale, nous commençons par développer un cadre théorique. Nous utilisons celui-ci comme levier pour les deux grands volets de l'étude : l'analyse globale et les études de cas.

Dans l'analyse globale, nous examinons, sur la base de mesures, l'évolution de la politique que les grandes villes belges élaborent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Au moyen d'une analyse des plans stratégiques de la législature actuelle et des précédentes, nous obtenons une vue générale et brute sur les types de mesures que prennent les villes, l'évolution des mesures utilisées, ainsi que les similitudes et les différences entre les villes et les régions.

Dans les études de cas, nous analysons la politique relative à la pauvreté de six villes, sélectionnées en concertation avec le SPP IS : Bruxelles-Ville, Molenbeek-Saint-Jean, Gand, Malines, La Louvière et Liège. Nous souhaitons, grâce aux études de cas, acquérir une vue approfondie de la manière dont ces villes façonnaient et organisaient leur politique de lutte contre la pauvreté entre 2005 et 2015. Nous entamons chaque étude de cas par une description socio-démographique de la ville, dans laquelle nous passons en revue la réalité (urbaine) dans laquelle la politique de lutte contre la pauvreté prend forme.

Nous analysons ensuite les développements dans la politique de lutte contre la pauvreté. Premièrement, nous nous efforçons d'appréhender comment une ville évolue dans sa perception de la pauvreté. Deuxièmement, nous examinons l'évolution au niveau de la manière dont une administration organise sa politique de lutte contre la pauvreté : dans quelle mesure une ville travaille-t-elle en transcendant les divers secteurs ? L'autorité noue-t-elle des partenariats avec d'autres acteurs, et dans l'affirmative, lesquels ? Troisièmement, nous analysons la manière dont les personnes en situation de pauvreté et les organisations de la société civile qui luttent contre la pauvreté peuvent

participer à l'élaboration d'une politique de lutte contre la pauvreté. Une politique intégrale telle que proposée par Vranken et al. (2016) exige en effet que les personnes vivant dans la pauvreté aient la possibilité de formuler et d'expliquer elles-mêmes leurs besoins (Dierckx & Redig, 2006).

Nous clôturons chaque étude de cas par une analyse de deux projets de lutte contre la pauvreté de manière à pouvoir présenter une série de meilleures pratiques dans la politique de lutte contre la pauvreté. Cette étude fondée sur la preuve peut ainsi constituer une source d'inspiration pour que les villes et organisations façonnent une politique de lutte contre la pauvreté efficace. Dans l'analyse du projet, nous commençons par brève description de celui-ci. Nous indiquons quand le projet a démarré et quelle(s) organisation(s) est/sont à son origine. Nous examinons également si le projet a débuté top-down (à l'initiative des autorités) ou bottom-up (à l'initiative des personnes vivant en situation de pauvreté ou de la société civile) et comment il est financé. Nous analysons ensuite le potentiel du projet pour lutter structurellement contre la pauvreté, et la mesure dans laquelle il peut être élargi. Enfin, nous insisterons sur quelques points forts et/ou menaces spécifiques pour le projet. Les projets bruxellois que nous examinons sont l'asbl Le Comité de la Samaritaine et Les Maisons des Enfants. Les projets de Molenbeek-Saint-Jean sont l'asbl Maison de Quartier Bonnevie et la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale. À Gand, nous avons retenu les projets 'Bruggen naar Rabot' et 'Buddy bij de Wieg'. Les projets malinois que nous avons examinés sont le 'Go-team' et 'Schoolstart'. Pour La Louvière, nous examinons la Ferme Deslamme et 'Passeurs de folklore'. Les projets liégeois que nous analysons sont la Ferme de la Vache et l'asbl La Bobine.

Enfin, pour clôturer l'étude, nous présentons nos conclusions et formulons une série de recommandations stratégiques.